

# « Dépasser l'étroitesse du critère de la nationalité »

Interview avec Franco Barilozzi, directeur du Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE)

*Le CLAE se prononce pour une citoyenneté de résidence. Qu'entendez-vous par cette notion ?*

Franco Barilozzi : Effectivement, le CLAE prône depuis de nombreuses années la citoyenneté de résidence. À notre avis, elle permet de dépasser l'étroitesse du critère de la nationalité, qui est source de droits et est particulièrement discriminante envers une partie de la population qui, tout en étant résidente, productive, active socialement et culturellement, est exclue d'un certain nombre de droits. Pour le CLAE, les droits de citoyenneté doivent donc découler de la résidence sur un territoire et non du passeport dont on est porteur. C'est la citoyenneté de résidence qui permet de faire le lien entre les dimensions juridique, sociale, culturelle, politique et identitaire, qui permet à tout résident d'envisager un avenir commun avec les autres citoyens, de dire que nous voulons faire société ensemble.

*Pourquoi le droit de vote devrait-il être dissocié de la nationalité ?*

F. B. : Dans une société où tous les résidents participent à la vie sociale, culturelle, économique et démographique du pays, il nous semble normal que ces mêmes personnes puissent participer à la définition de leur avenir commun en choisissant des hommes et des femmes qui les représen-

teront tant au niveau communal que national. La participation aux décisions, la démocratie participative est importante non seulement pour donner la possibilité

---

**[...] les droits de citoyenneté doivent découler de la résidence sur un territoire et non du passeport dont on est porteur.**

---

à chacun de s'inscrire dans la société, mais aussi pour faire avancer la justice sociale. Peut-on imaginer une réelle égalité dans l'application de la loi sans égalité au niveau de son élaboration ? Dans cette optique, le droit de vote n'est que la reconnaissance formelle de la citoyenneté.

*Dans une interview avec forum, le Premier ministre Jean-Claude Juncker s'est dit étonné de la faible participation des étrangers aux élections communales (voir p. 8 dans le présent numéro). Selon vous, y a-t-il un intérêt suffisant chez les résidents non-luxembourgeois pour les débats politiques ?*

F. B. : Bien évidemment, nous aimerions que tous les résidents de nationalité étrangère qui remplissent les conditions s'inscrivent sur les listes électorales communales et participent aux élections. Mais nous savons que la citoyenneté est un apprentissage qui peut parfois être long et progressif.

Plusieurs facteurs jouent pour limiter cette participation : la démarche de l'inscription qui, tout en étant simple, n'en reste pas moins une démarche, la complexité du système électoral luxembourgeois et la peur du vote obligatoire, la culture politique des personnes avant leur arrivée au Luxembourg etc. La question linguistique reste un élément fondamental dans l'inscription et la candidature. La vie politique orale se fait en luxembourgeois. La langue sera dans ce cas un facteur d'exclusion. De plus, pour les personnes qui immigreront, la réussite économique est la dynamique la plus importante, l'intérêt politique ne vient que plus tard. Il y a encore du travail de sensibilisation à effectuer auprès des résidents concernés, en premier lieu par les organisations politiques luxembourgeoises. L'action que mènent les partis politiques luxembourgeois et partis politiques étrangers est importante. Et cette sensibilisation doit aller de pair avec une simplification de la démarche administrative.

*Existe-t-il un espace public commun auquel tous les résidents ont accès (p. ex. Facebook, les médias et la vie associative) ou constatez-vous un cloisonnement ?*

F. B. : Il existe des cloisonnements liés au parcours de chacun d'entre nous, des clivages liés aux différences sociales, aux connaissances linguistiques, à la segmentation du milieu du travail, mais aussi à

la durée de résidence au pays. La question ne se pose pas de la même manière pour une personne qui est arrivée au Luxembourg depuis peu que pour un jeune (ou moins jeune) qui est né au Luxembourg ou y a suivi sa scolarité. Il est évident que les associations de personnes issues de l'immigration jouent un rôle de soutien, d'information, de médiation entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Elles permettent aux personnes de participer progressivement à la société d'accueil. Il est essentiel dans une société de mettre en place des espaces, des projets et des activités qui favorisent la rencontre interculturelle. Les médias pourraient certainement jouer un rôle plus important dans ce processus de valorisation des apports socioculturels des uns et des autres, de connaissance mutuelle mais, malheureusement, cela ne se fait pas encore pour le moment et c'est bien dommage.

*Pensez-vous que l'ouverture du droit de vote favoriserait l'intégration ? Faudrait-il une*

*durée de résidence avant qu'une personne obtienne le droit de vote ?*

F. B. : Nous sommes convaincus que l'ouverture du droit de vote à tous les niveaux favoriserait grandement un plus grand intérêt pour la société dans laquelle nous vivons. Une partie de la population n'aurait plus cette impression d'être laissée à l'écart par le monde politique. Il serait important que les organisations politiques se donnent les moyens pour essayer de dialoguer avec tous les habitants. Nous pensons qu'une durée de résidence de deux ou trois ans avant la participation à la vie politique devrait permettre de mieux connaître la société d'accueil. Il est aussi clair que chacun évolue à son rythme et en fonction de ses intérêts. On peut parfaitement se sentir bien au sein de la société d'accueil après quelques mois, mais cela peut tout aussi bien prendre plusieurs années.

*Disposez-vous des relais politiques nécessaires pour faire avancer vos revendications ?*

F. B. : Nous essayons de dialoguer, de présenter nos propositions et revendications aux organisations sociales et politiques du pays. Le dialogue n'est ni simple ni facile. Nous avons une vision beaucoup plus ouverte de la société que la plupart de nos interlocuteurs et notre vision ne s'arrête pas à la prochaine échéance électorale. Toutes nos propositions vont dans le sens, comme nous aimons à le répéter, de « faire société ensemble ». Nous militons depuis plus de 25 ans maintenant et si, de notre point de vue, le relais politique est souvent insuffisant, il nous semble que de plus en plus de politiciens se rendent compte de l'enjeu du phénomène migratoire au Luxembourg et de l'importance de la citoyenneté égale pour tous.

*Merci pour vos réponses ! ♦*

(Interview menée par e-mails entre le 16 et le 28 janvier 2012. LS)

